

Le coût des retraites et le coût migratoire



La réforme du système des retraites n'a aucune raison financière d'être si on prend en compte le coût du Grand Remplacement.

Cette réforme proposait au départ un gain de 18 milliards estimés, alors que d'un autre côté la France s'assèche budgétairement de l'ordre de 20 à 33 milliards par an si on retient les chiffres de l'OCDE :

« Nous avons également été très surpris de découvrir que s'il existe parfois des estimations du coût de l'immigration, pays par pays, elles ne sont guère reprises et commentées. Parfois même, le sens de leur conclusion est altéré, privant le débat public d'une information capitale. C'est le cas des résultats de l'enquête menée par l'OCDE, qui montre que, en France, l'évaluation budgétaire de l'immigration aboutit étonnamment à un solde négatif, variant selon les modes de calcul, entre - 20 et - 33 milliards d'euros par an ».

<https://www.fondapol.org/dans-les-medias/dominique-reynie-nous-ne-voulons-pas-voir-que-nos-voisins-font-souvent-mieux-que-nous-en-matiere-dimmigration/>

Il s'agit ici d'un calcul estimé par un organe international qui travaille à partir des chiffres statistiques officiels français à sa disposition par les services de l'État, soit des éléments maquillés, trafiqués et largement minorés par les différents gouvernements de notre pays qui ne veulent pas que le citoyen de base s'aperçoive des dizaines de milliards, voire davantage, en dépenses annuelles de coûts d'immigration.

On peut avancer le chiffre annuel faramineux de 200 à 300 milliards. Dominique Reynié est d'un indécrotable optimisme s'il retient les seuls chiffres de l'OCDE.

« Le rapport Milloz, paru en 1999 avant le passage à l'euro, estimait déjà le coût de l'immigration pour la France entre 200 et 300 milliards de franc annuels :

<http://www.chire.fr/A-151064-l-immigration-rapport-milloz-ii-replique-a-pierre-andre-taguieff-et-a-michele-tribalat.aspx>

On peut désormais avancer le chiffre, nonobstant le maquillage des comptes publics, et inflation oblige, entre 200 et 300 milliards d'euros annuels ».

<https://ripostelaique.com/linvasion-migratoire-un-francocide-programme-qui-coute-200-milliards-par-an.html>

J'avais relevé en son temps le coût exorbitant de la politique d'immigration extra européenne au Danemark qui a conduit ce dernier pays à se fermer, au grand dam des guignols immigrationnistes ruineux de l'Europe.

Les Danois ont eu la sagesse de faire une comparaison du coût entre un immigré européen et un immigré extra européen : ce dernier leur revenait 21 fois plus cher qu'un immigré UE, et ils n'ont pas hésité à utiliser des qualificatifs de gouffres financiers astronomiques qui, transposés à la France à raison de sa population, donnent une estimation de l'ordre de 130 milliards par an. Si on y ajoute le coût des clandestins dont personne n'est capable de donner la moindre estimation, les prises en charge par les départements, le coût de la délinquance en dégâts économiques et vies humaines, en

encombrement des prisons et frais de justice, les noms des impétrants dans les prétoires suffit à éclairer sur la clientèle usuel suspect quand on parcourt les gazettes qui s'en font l'écho quotidien, on doit bien arriver aux 200 à 300 milliards par an.

Les chiffres danois sont sûrs en comparaison des chiffres de tous les organes de l'État français, et ce pour une raison imparable : le Danemark a réellement voulu connaître le coût réel de ses dépenses, tandis que les différents pouvoirs français depuis 40 ans font tout pour tout masquer.

« Devant de tels chiffres, on notera ces commentaires de politiques danois que l'on aimerait entendre dans la bouche de politiciens français :

« Le chef du Parti du peuple danois (opposition), Kristian Thulesen Dahl, a qualifié "d'astronomique" le péage annuel de 4,8 milliards de dollars prélevé sur les caisses de l'État par l'immigration non occidentale et a proposé un programme d'expulsion massive ».

La croissance démographique danoise due à l'immigration "n'est pas un cadeau pour l'économie".

Il s'agit d'expulser 70 % d'un certain groupe d'immigrants d'ici 2030 s'ils ont commis un crime, ne connaissent pas le danois ou sont au chômage depuis longtemps. Cela pourrait faire baisser le chiffre de manière significative, estime Thulesen Dahl ».

<https://www.fdesouche.com/2021/10/19/le-danemark-revele-que-l-immigration-non-occidentale-coute-a-letat-pres-de-5-milliards-de-dollars-par-an-le-cout-moyen-dun-immigre-du-moyen-orient-dafrique-du-nord-du-pakistan-et-de-turquie-e/>

On comprend donc mieux le désastre français si on transpose pour 67 millions d'habitants ce constat fait pour 6 millions de Danois.

Les gouvernements, tous partis confondus depuis 50 ans, ont tout fait pour cacher les chiffres réels du coût de l'immigration ».

<https://ripostelaique.com/cout-de-limmigration-meditez-les-chiffres-danois.html>

Dans son analyse sur la politique d'immigration du Danemark, Fondapol, service créé par Dominique Reyné, arrive à la conclusion impitoyable du choix de Sophie auquel est confronté tout pays européen : soit on continue l'immigration actuelle et on tue l'État-providence, soit on stoppe immédiatement toute immigration ; on devrait même remigrer en masse, pour sauver le modèle social, soit les retraites, les allocations chômage, l'aide sociale et les remboursements médicaux :

« La politique danoise d'immigration nous enseigne d'abord que nos États doivent choisir entre l'ouverture des frontières et l'État-providence. Elle montre ensuite qu'il est impossible de définir et de conduire une politique d'immigration conforme aux intérêts des pays d'accueil sans la fonder sur une compréhension systémique, c'est-à-dire tenant compte de toutes les dimensions du problème. Enfin, le cas danois trace l'unique chemin permettant la restauration d'une gauche et d'une droite de gouvernement, conduisant au reflux de la vague populiste par la réconciliation entre les électeurs et leur classe politique ».

<https://www.fondapol.org/dans-les-medias/la-politique-danoise-dimmigration-une-fermeture-consensuelle/>

Alors si on met dans les plateaux de la balance d'un côté la réforme imposée au forceps du système de retraites pour une putative économie annuelle de 18 milliards (au départ), alors que dans le même temps, dans l'autre plateau, je vous colle les caisses de l'État qui se vident de 200 à 300 milliards par an, on peut affirmer que les politiciens français ont fait leur choix : tuer l'État-providence français et détruire tout le système social bâti depuis de 1945 à partir des briques posées par la Conseil National de la Résistance.

Dominique Reynié a raison dans son alternative, « nos États doivent choisir entre l'ouverture des frontières et l'État-providence », la classe politique française a choisi, et ce

qui peut faire rire, ce sont tous ces guignols de gauche et autres syndicalistes qui ont appelé en 2022 à faire barrage : ils participent activement de cette destruction, le pire étant qu'ils sont de manière ineffable des artisans convaincus de l'immigration extra européenne : ils se suicident tout seuls quoi, pas besoin de nouvelle loi Léonetti sur la fin de vie, ils y vont de leur plein gré au contraire des coureurs du Tour de France à qui il arrive d'être pris dans le pot de miel dont la main a travaillé à l'insu de leur plein gré, ce qui est moralement source de pardon et judiciairement source d'acquiescement.

Franchement, c'est un peu marrade de voir ces gens de gauche qui ont voté Macron et qui détruisent eux-mêmes notre système social crier à tue-tête et brûler des caisses dans nos rues.

Vous avez droit au pop-corn si vous regardez LCI qui nous montre tous les jours les Martinez et Berger vociférer pour des causes qu'ils sont les premiers à avoir mises en place et voulues. Il n'y a pas que Dieu qui seul mériterait de rire.

Jean d'Acre